

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 05 au 11 mars 2026

Lors des élections régionales en Bade-Wurtemberg, les Verts ont remporté une victoire serrée face à la CDU, obtenant 30,2 % des voix contre 29,7 % pour les seconds. Cem Özdemir, le leader des Verts à Bade-Wurtemberg, devrait devenir le prochain ministre-président, succédant ainsi à Winfried Kretschmann (Verts), qui se retire après quinze ans à la tête du gouvernement. La CDU, dirigée par Manuel Hagel, était longtemps en tête dans les sondages, mais les Verts ont réalisé une remontée spectaculaire. L'AfD a connu une nette progression, doublant son score par rapport à 2021, tandis que le SPD a essuyé un échec historique, frôlant l'élimination du Parlement avec 5,5 % des voix. La FDP et la Gauche n'ont pas franchi la barre des 5 %. Le lendemain du scrutin, Özdemir a proposé à la CDU une coopération basée sur « une relation équilibrée ». Les Verts et la CDU ont remporté 56 sièges chacun, assurant ainsi une majorité des deux tiers au parlement régional. Le système électoral a également permis, pour la première fois, à des jeunes de 16 et 17 ans de voter.

La SPD et la CDU ont présenté leur nouveau contrat de coalition pour la région de Brandebourg, après la rupture de la coalition SPD-BSW en janvier. Selon cet accord, la SPD obtiendra six ministères et la Chancellerie d'État, tandis que la CDU en obtiendra trois, dont les ministères de l'Intérieur, de l'Économie et de l'Éducation. Le contrat met l'accent sur une approche « agile » et une gestion financière stricte, avec pour objectif de réduire les dépenses de personnel de 5 % et de privilégier les domaines essentiels, comme la police, la justice et l'éducation. La coalition s'engage également à soutenir l'industrie, à renforcer les énergies renouvelables et à maintenir tous les sites hospitaliers. En matière de sécurité, la coalition prévoit de renforcer les pouvoirs des services de renseignement et de poursuivre une politique de retour des migrants en situation irrégulière. Le gouvernement sera dirigé par Dietmar Woidke (SPD), ministre-président de Brandebourg depuis 2013.

Mardi 10 mars, le ministre allemand des Affaires étrangères, Johann Wadepul, a effectué une visite surprise en Israël, où il a exprimé sa solidarité avec le pays, à la suite d'une attaque iranienne ayant fait neuf morts à Beit Shemesh. Il a averti que l'effondrement de l'Iran provoquerait un chaos aux répercussions mondiales, y compris en Europe. Il a également souligné les risques d'une escalade régionale qui pourrait affecter d'autres pays. Il a également abordé la situation au Liban, appelant Israël et le Liban à coopérer pour contrer le Hezbollah tout en protégeant la population civile. Il a fermement condamné la violence des colons israéliens en Cisjordanie, à la suite de la mort de Palestiniens, et a souligné la nécessité de ne pas négliger la situation humanitaire à Gaza. La visite a été marquée par des mesures de sécurité strictes, notamment une alerte aérienne qui a contraint Wadepul et sa délégation à se réfugier dans un bunker.

La présidente du Bundestag, Julia Klöckner, s'est rendue pour la première fois à Kiev afin de manifester la solidarité de l'Allemagne avec l'Ukraine. Son voyage, tenu secret jusqu'à la dernière minute, l'a menée en train de nuit jusqu'à la capitale ukrainienne, où elle a été accueillie par le président du Parlement ukrainien, Ruslan Stefanchuk. Elle prévoit de rencontrer le président Volodymyr Zelensky et de prononcer un discours devant le

Parlement ukrainien, la Verkhovna Rada. Elle souhaite également s'informer sur les défis liés à l'approvisionnement en énergie et à la défense contre les drones. Dans un contexte où l'attention mondiale se tourne vers le conflit au Moyen-Orient, elle a souligné l'importance de ne pas perdre de vue l'agression russe contre l'Ukraine. Parallèlement, l'Allemagne continue de soutenir l'Ukraine, notamment en finançant des drones de reconnaissance et en renforçant la protection civile.

Le Bundestag allemand a adopté une réforme modifiant le système d'aide sociale en Allemagne, remplaçant le « Bürgergeld » par une nouvelle forme de sécurité de base (« Grundsicherung »). Soutenu par l'Union et la SPD, ce projet de loi introduit des règles plus strictes et des sanctions accrues pour les bénéficiaires, notamment des réductions de prestations pour ceux qui ne respectent pas leurs obligations, comme assister à des rendez-vous ou accepter des offres d'emploi. La réforme devrait entrer en vigueur progressivement à partir du 1er juillet 2026, même si elle doit encore être approuvée par le Bundesrat. Les opposants, comme la gauche et l'AfD, critiquent vivement cette réforme, qu'ils jugent trop sévère et inefficace, notamment en raison du manque d'économies substantielles pour les contribuables. Les Verts ont également exprimé leurs inquiétudes, accusant la coalition noir-rouge d'adopter des mesures « inhumaines ». De son côté, la SPD a dû accepter l'abandon de son propre projet, malgré les résistances internes, y compris des demandes de référendum de la part de sa jeunesse. Le gouvernement met l'accent sur l'objectif de « favoriser l'emploi plutôt que la gestion de la pauvreté », insistant sur des obligations plus strictes pour les demandeurs d'emploi.

Entre 2021 et 2025, l'Allemagne est devenue le quatrième plus grand exportateur d'armements, selon le rapport du SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). La République fédérale se hisse ainsi devant la Chine, désormais cinquième. Les livraisons d'armes ont augmenté de près de 10 % au cours des cinq dernières années. L'Europe est désormais la principale région importatrice, avec des importations ayant plus que triplé par rapport à la période précédente. Les États européens ont notamment acquis des chasseurs F-16 et des systèmes de défense aérienne à longue portée auprès des États-Unis. Les États-Unis restent toutefois le premier exportateur d'armements, devant la France et la Russie. Le SIPRI souligne que l'augmentation des achats européens est en grande partie une réaction à la guerre en Ukraine ainsi qu'à l'incertitude quant à la défense des partenaires européens par les États-Unis sous l'administration Trump.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La nouvelle organisation de jeunesse de l'AfD, « Generation Deutschland Nordrhein-Westfalen » (GD NRW), a été classée comme un cas suspect d'extrémisme de droite par le Service de sécurité de l'État de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (NRW). Selon le ministère de l'Intérieur de la région, il existe de solides indications que cette organisation est la continuité de la « Junge Alternative NRW » (JA NRW), dissoute en mars 2025 et déjà sous surveillance pour ses liens avec l'extrémisme. Les dirigeants de la « Generation Deutschland NRW » ayant tenu des propos similaires à ceux de la JA NRW, le Service de sécurité a conclu à une continuité idéologique. Herbert Reul, ministre de l'Intérieur de la région, a affirmé que la nouvelle organisation n'était qu'une réécriture de la précédente sous un nouveau nom. La GD NRW a rejeté cette évaluation et a annoncé son intention de poursuivre ses activités, les qualifiant de « non surprenantes ». L'AfD de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie examine actuellement la possibilité de contester cette décision en justice.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 800

m	8	4	7
0	6	5	
m	3	2	
7	9	0	
9	2	0	

36 ans après la réunification, l'écart des revenus entre l'Est et l'Ouest ne cesse de croître. L'écart de revenus entre l'Est et l'Ouest du pays a de nouveau augmenté, atteignant environ **5 800 euros** en 2025. Selon les données de l'Office statistique, le revenu médian des ménages dans l'ouest du pays s'élevait à 39 598 euros, tandis qu'il n'était que de 33 764 euros dans l'est. Sahra Wagenknecht a dénoncé cet écart, l'attribuant à un taux de chômage plus élevé dans l'ex-RDA. Toutefois, des experts soulignent que des différences de coût de la vie, comme des loyers moins élevés à l'Est, peuvent expliquer en partie cette disparité. Par ailleurs, une enquête a révélé que les entreprises de l'Est sont de plus en plus critiques envers la politique du gouvernement fédéral, lui attribuant une note moyenne de 4,27, contre 4,14 dans l'Ouest. Les entreprises de construction et du commerce de détail, en particulier, se sont montrées particulièrement insatisfaites de la politique sociale et des retraites, qu'elles jugent insuffisantes.